AVIS n°2024-109

Arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvage protégées.

En application de l'article 31 du règlement intérieur du CSRPN Bretagne, chacun des membres signataires du présent avis atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis, à la date de sa signature.

Référence de la demande : 2024-01732-041-001

Dénomination du projet : Projet d'usine de teillage de lin à Lampaul-Guimiliau (29)

Demandeur : Bretagne Lin

Autorité(s) compétente(s) : Préfet du Finistère

Service instructeur : DDTM du Finistère

Espèce(s) protégée(s) concernée(s) : Pipistrelle commune, Pipistrelle de Kühl, Grand Rhinolophe, Bergeronnette grise, Bergeronnette des ruisseaux, Moineau domestique, Rougequeue noir, Hirondelle rustique, Léopard des murailles, espèces potentiellement présentes (Orvet fragile, Couleuvre helvétique, Hérisson d'Europe). Mentions imprécises dans les CERFA d'un cortège inféodé aux milieux buissonnants et d'un cortège inféodé aux parcs et jardins avec mention d'espèces suivies d'un etcetera.

MOTIVATIONS OU CONDITIONS

- **Contexte et présentation du projet**

Sur une emprise d'environ 6ha, le projet consiste à reprendre le site abandonné de l'ancien abattoir Gad à Lampaul-Guimiliau, au sud-est de Landivisiau dans le Finistère (29), pour y monter une usine de teillage, filage et tricotage de Lin. Le projet implique la démolition d'une partie de l'usine, sur une surface d'environ 10 000 m². Sur la surface totale de bâti existant (16 000 m²), 4 000 m² ont déjà été réhabilités récemment. L'entreprise souhaite également reconstruire 4 600 m² de bâti. Des panneaux photovoltaïques seront installés sur environ 3 500 m² au sein du site du projet.

- **Raison impérative d'intérêt public majeur (RIIPM) 1**

Le dossier indique que le projet permet le renouvellement industriel, et enfin améliore les conditions et la qualité de vie de la population locale en proposant des solutions d'emplois et permettant de dynamiser la commune. Il justifie la RIIPM via sa finalité de s'insérer dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement. Cette justification n'appelle pas de remarque particulière.

- **Absence de solution alternative satisfaisante**

Il est indiqué que de nombreux terrains ont été étudiés.

⇒ Il aurait été utile de préciser les sites étudiés et en quoi ils n'ont pu être retenus.

- **Nuisance à l'état de conservation des espèces concernées**

Le dossier conclut que le projet n'apparaît pas susceptible de remettre en cause l'état de conservation local des espèces protégées.

- **Etat initial du dossier**

Aires d'études

La prise en compte d'une aire d'étude rapprochée aurait été pertinente en complément des aires d'étude immédiate et éloignée.

Recueil et analyse préliminaire des données existantes & méthodologies d'inventaire

1 seul passage toute faune fin août et 2 nuits d'écoutes chiroptères via 3 enregistreurs ont été réalisés. Le bureau d'étude relève la limite de la pertinence de ce diagnostic mais seulement au regard de l'avifaune nicheuse. Le terme « prédiagnostic » est mentionné à plusieurs reprises.

Par ailleurs, les zones humides sont définies uniquement sur des bases bibliographiques, même si leur probabilité de présence est très faible un diagnostic dédié aurait été utile. De même, aucun inventaire floristique n'a été réalisé, avec de seules considérations à dire d'expert qu'aucune espèce végétale protégée et/ou patrimoniale n'est présente. La présence d'espèces végétales exotiques envahissantes est indiquée, avec une mention d'espèce, sans quantification ni localisation (*Buddleja davidii*).

Concernant les résultats taxons par taxons, les remarques suivantes peuvent être formulées :

- Assez logiquement, plusieurs espèces communes d'insectes ont été observées de façon opportuniste, avec peu d'habitats relevés comme propices à ce groupe d'espèces ;
- Concernant les amphibiens/reptiles, une flaque est relevée comme pouvant accueillir des espèces en reproduction, une visite en bonne période permettrait de considérer précisément le statut de ces espèces. Une espèce de reptile a été relevée (Lézard des murailles). Deux autres espèces sont relevées comme potentielles : L'Orvet fragile et la Couleuvre helvétique. Les habitats de l'herpétofaune et les points de contact espèces sont bien présentés, néanmoins un protocole avec plaques de thermorégulation aurait pu être utile pour confirmer ces espèces ;
- 12 espèces d'oiseaux protégées ont été relevées, toutes considérées comme sédentaires/nicheuses, dont deux menacées, l'Hirondelle rustique avec 5 nids plus ou moins anciens et la Linotte mélodieuse. Il aurait été utile de présenter les statuts de vulnérabilité au tableau de présentation des espèces. Par ailleurs, il est mentionné en synthèse que d'autres espèces peuvent potentiellement nicher au droit des bâtiments (Moineau domestique, Rougequeue noir) ou au droit des espaces extérieurs de fourrés (Fauvette des jardins, Fauvette à tête noire, Chardonneret élégant). Aucun nid n'a été identifié sur les toitures des bâtiments. Seuls les points de contacts sont présentés pour ce taxon, il manque les habitats d'espèces ; le passage, là encore, en dehors de la période de reproduction de l'avifaune est un manque certain.
- Concernant les mammifères terrestres, encore une fois le diagnostic repose sur des potentialités avec la mention du Hérisson d'Europe comme potentiellement présent. Les indicateurs de fèces laisse plutôt présumer du lapin de garenne plutôt que du lièvre (préciser la taille des crottes).
- Concernant les chiroptères, de même, le diagnostic est très partiel. Il est précisé que des difficultés d'accès aux bâtiments ont été rencontrées, notamment aux micro-habitats des façades et faux-plafonds. Un focus sur le Grand Rhinolophe est fait du fait du relevé de guano, et plusieurs espèces anthropophiles potentielles sont mentionnées (Pipistrelle commune ou encore la Pipistrelle de Kuhl). 2 enregistreurs ont été installés à l'intérieur et 1 à l'extérieur. Les résultats confirment la présence d'un gîte de Grand Rhinolophe (mention

de 2 individus), mais aussi l'utilisation du bâtiment par la Pipistrelle commune et le Murin de Natterer dits en déplacement. A l'extérieur, le nombre de contacts et la période semblent indiquer qu'un gîte de Pipistrelle commune est présent à proximité. De plus, les façades extérieures des bâtiments peuvent potentiellement héberger des individus de Pipistrelle commune et/ou de Pipistrelle de Kuhl. Ces enregistrements extérieurs présentent 9 espèces identifiées en une nuit d'enregistrement (complétées de 4 groupes d'espèces). L'enjeu de conservation pour ce groupe est estimé comme modéré, avec une fonctionnalité des bâtiments dite de gîte ponctuel. Il semble nécessaire de préciser le statut du Grand Rhinolophe sur le site au vu de son état de vulnérabilité (LR-2015) classé « *en danger d'extinction* », la Bretagne porte une responsabilité très élevée dans sa conservation.

Malgré le fait que le site soit anthropisé, ce pré diagnostic n'est pas suffisant avec un seul passage d'inventaires tous groupes confondus, par ailleurs hors période d'observation optimale de certains taxons, pour envisager un diagnostic proche de la réalité et une évaluation des enjeux, impacts et mesures cohérents avec les espèces utilisatrices du site. Il est même indiqué en introduction : *La réalisation d'une expertise faunistique fin août n'étant pas suffisante pour statuer sur leur présence effective* ».

De ce fait, l'ensemble de la démarche aboutissant à la demande de dérogation à la protection des espèces pourrait être remise en cause.

- **Évaluation des enjeux écologiques**

Du fait du diagnostic largement lacunaire, l'évaluation des enjeux réels pourrait être remise en cause. L'enjeu relatif aux chiroptères pourrait être réévalué à la hausse, puisqu'une seule nuit de recherche a permis de contacter 3 espèces au sein d'un bâtiment d'un hectare.

Au § 3.3.2. Il manque la fiche concernant le moineau domestique porté en statut Vulnérable (LR 2021) contrairement aux autres espèces en statut LC.

- **Évaluation des impacts bruts potentiels**

L'absence de plan masse ne permet pas de bien cerner les impacts bruts potentiels en dehors de la seule démolition projetée. La fourniture d'un plan masse et des actions prévues sur l'ensemble du site (devenir des surfaces rudérales en entrée de site) permettrait utilement de visualiser l'ensemble du programme sur l'emprise du projet (y compris le projet photovoltaïque au sol : hauteur, espacement...).

Les espèces présentées comme potentielles sont prises en compte dans l'évaluation des effets/impacts.

Il y a une confusion ou imprécision méthodologique. Des effets sont définis pour les groupes d'espèces avec des risques génériques d'impacts en regard, puis les mesures d'atténuation sont présentées. Il convient de présenter des impacts bruts contextualisés du projet avec des volumes de surfaces ou unités.

Concernant les chiroptères, seule la fonction de gîte est étudiée pour les espèces non relevées ou estimées présentes à l'intérieur du bâtiment. Par ailleurs, l'effet de suppression de la végétation extérieure est bien pris en compte pour l'avifaune ; ce devrait être le cas pour l'ensemble des espèces utilisant les espaces végétalisés.

- **Mesures d'évitement et de réduction (E-R)**

Aucun évitement n'est présenté au dossier. Il est mentionné que le maître d'ouvrage s'est engagé dans une démarche de réflexion « Eviter, Réduire, Compenser », il serait utile de disposer d'éléments détaillant cette démarche et des arguments conduisant à l'absence d'évitement.

3 mesures de réduction classiques sont proposées :

- **MR01 – Adaptation de la période des travaux de démolition en dehors des périodes de sensibilité de l'avifaune et des chiroptères (avant le 1er avril)**, avec précision dans la fiche d'évitement strict de toute coupe ou élagage d'arbres, arbustes et haies susceptibles d'accueillir des nichées entre mars et juillet. Afin de limiter le développement de ligneux, et

par conséquent l'attractivité des espaces extérieurs pour la reproduction d'espèces d'oiseaux et l'installation de nids, un gyrobroyage de la zone sera effectué avant le démarrage des travaux, entre le 1er mars et le 1er avril.

⇒ *Ces travaux représentent un impact, même s'il peut être temporaire.*

- **MR02 - Vérification de l'absence de chiroptères/oiseaux nicheurs avant les travaux de démolition.** Il est précisé qu'il est difficile, voire impossible au regard des bâtiments, de vérifier avec certitude l'absence de chauves-souris fissuricoles au gîte. Les vérifications auront lieu avant le démarrage des travaux, avant le 1er avril 2025, avec la seule précision que les bâtiments concernés par la démolition seront inspectés par un expert écologue avant le démarrage des travaux.

⇒ *Il conviendrait au moins de préciser le protocole de vérification (sortie de gîte, recherche diurne... ?)*

Il est aussi indiqué « Un effarouchement d'éventuels individus de chauves-souris pourra être envisagé. »

- **MR03 – Préservation d'un talus utilisé par le Lézard des murailles.** Sans remarque. Potentiellement à intégrer comme mesure d'évitement.

- **Estimation des impacts résiduels**

Des impacts résiduels notables sont présentés pour toutes les espèces, hormis pour les habitats du Hérisson d'Europe. Cette espèce est dite opportuniste et en mesure de recoloniser la zone de friche au nord après travaux, et la zone au sud malgré l'aménagement de panneaux solaires. Un impact notable est cependant relevé pour lui sur la destruction d'individus et sa perturbation. De même, les surfaces ou unités impactées ne sont pas présentées, ce qui n'aide pas à appréhender la quantification des impacts.

- **Espèces soumises à la dérogation et CERFA(s)**

La liste des espèces soumises à dérogation présente des imprécisions du fait du diagnostic incomplet. De plus, la mention de cortèges sans liste exhaustive d'espèces d'oiseaux visées par la dérogation sera à reprendre.

- **Mesures compensatoires (C)**

De manière générale, il convient de préciser l'équivalence (typologies des habitats/fonctions recherchés et notions de surfaces / autre unité : couples, individus) et la plus-value écologique des mesures, ce qui n'est pas le cas dans le dossier, amenant à proposer des mesures types qui semblent en décalage avec les impacts.

Il aurait été attendu une intégration ambitieuse en phase conception d'habitats au sein des bâtiments pour la faune ciblée, en lieu et place de mesures génériques, limitées et externalisées.

- **MC01 – Construction d'un abri en faveur du Grand Rhinolophe et de l'Hirondelle rustique.** Il est indiqué que la mesure pourra également bénéficier à d'autres espèces de chiroptères, notamment la Pipistrelle commune et la Pipistrelle de Kuhl. Un abri en dur (parpaings, béton), aménagé d'une charpente, est proposé d'être construit sur le site du projet afin de créer des conditions favorables à l'accueil de ces espèces.

⇒ Ce petit bâti de 12 m² aurait vocation à compenser la destruction d'un hectare de bâtiments accueillant de manière avérée plusieurs espèces de chiroptères. Malgré un diagnostic réalisé sur une journée et donc très partiel, le constat de présence du Grand Rhinolophe espèce en danger (LR2015) rend cette mesure insuffisante.

- **MC02 – Pose de nichoirs pour les oiseaux et les chauves-souris sur le site.** Les nichoirs seront installés sur les bâtiments présents sur le site projet et ayant déjà été réhabilités par le passé, et au niveau de l'abri construit dans la cadre de la mesure MC01. 5 espèces d'oiseaux, dont l'Hirondelle rustique, sont concernées par cette mesure. Un coefficient compensatoire X3 (Bergeronnette domestique, Bergeronnette des ruisseaux, Rougequeue noir), X5 pour

l'Hirondelle rustique (espèces avérée) et X6 pour le Moineau domestique (espèces potentielle) est défini sur la base d'un seul nid estimé comme impacté. Or 5 nids d'Hirondelle rustique ont été relevés, même si un seul a été indiqué comme récent avec recharge de boue.

- ⇒ Cette mesure semble ici encore insuffisante. Par ailleurs, pourquoi inclure 6 nids pour le Moineau domestique en compensation alors que celui-ci n'a pas été relevé, et ne présenter qu'un nid d'Hirondelle rustique impacté ? La mesure nichoir n'est pas pertinente pour la Bergeronnette des ruisseaux. Il semble que la mesure nichoir soit proposée par défaut, sans objectif de résultat.

10 nichoirs (gîtes) artificiels complémentaires sont proposés pour les chiroptères sur les bâtiments présents ayant déjà été réhabilités. Au vu du diagnostic lacunaire, il est précisé que le dimensionnement du nombre de gîtes artificiels à créer s'avère compliqué. L'objectif est de proposer des gîtes avec une structure favorables aux espèces fissuricoles et en proportion suffisante et bien répartis sur le site projet afin d'augmenter les chances de colonisation par ces espèces. Il est présagé que l'abri défini en MC01 permettra également d'accueillir de nombreux individus de pipistrelles, au niveau du bardage extérieur qui sera créé. Il est précisé que les gîtes seront mis en place au cours de l'hiver 2024-2025 et avant le démarrage des travaux de démolition.

- ⇒ Le diagnostic incomplet et l'absence de justification de l'équivalence écologique, amène à se poser la question de la pertinence de la mesure au regard des exigences et du statut écologiques des espèces cibles.

– **MC03 – Mise en place d'hibernaculums pour la petite faune sur le site**

Ainsi, afin de renforcer sur le site du projet les populations du Léopard des murailles, et potentiellement de la Couleuvre helvétique, de l'Orvet fragile et du Hérisson d'Europe, deux hibernaculums semi-enterrés sont proposés sur le site. Ils consistent en une dépression avec un amas de matériaux grossiers recouverte par une toile géotextile en fibre naturelle (jute, ou coco). Une coquille qui laisse présager une mesure type est relevée (mention de « la terre végétale issue du creusement des mares pourra être réutilisée à cette fin »).

- ⇒ Des unités d'hibernaculum enterrés ne sont pas pertinents pour les espèces visées au regard d'une destruction d'habitats surfaciques et végétalisés (à quantifier par ailleurs). Là encore la mesure semble proposée par défaut, sans objectif de résultat.

– **MC04 – Création et maintien d'une zone de milieux semi-ouverts (5185 m2)**

L'objectif est de laisser se développer la végétation sur plusieurs années et de conserver un stade arbustif en travaillant par patches, milieux intéressants pour la faune, et notamment pour le cortège des oiseaux inféodés aux milieux arbustifs et buissonnants. 3 espèces non relevées sont présentées comme cibles (Fauvette des jardins, Fauvette à tête noire, Chardonneret élégant).

- ⇒ La moitié de la surface de la mesure correspond à un habitat déjà présent (2 280 m² la zone 1), complétée de 2 905 m² en zone 2 (pelouses entretenues intensivement en 3 sous zones). Une mesure plus ambitieuse visant par exemple une désimpermeabilisation aurait généré une véritable plus-value écologique. Le mesure proposée se rapproche plus d'une mesure d'accompagnement
- ⇒ Un engagement sur une surface plus étendue et un plan de gestion différencié aurait été utile

– **MC05 – Création de haies multistrates (303 ml)**

Cette mesure vise à compenser une partie de la destruction d'habitat de reproduction de l'avifaune, engendrée par l'épandage de gravats et l'installation des panneaux photovoltaïques au sud de la zone de friche. Il est dit que l'implantation de haies permettra également de créer des espaces de lisières en bordure de haies favorables au transit des chiroptères, reptiles et mammifères terrestres, et des zones de thermorégulation pour les reptiles au niveau des lisières bien orientées.

Cette mesure ne vise pas un habitat équivalent à ceux impactés, même si elle est complémentaire, en particulier sur ses fonctions de corridor (chiroptères)

- **Mesures de suivi (S) des impacts et de l'efficacité des mesures**

Une seule mesure est proposée (MS1) qui vise tous les groupes en 3 passages annuels de 5 ans. Il aurait convenu de préciser des protocoles et indicateurs de résultats par taxon suivi au regard des mesures, ce qui n'est pas le cas dans le dossier.

- **Mesures d'accompagnement (A), optionnelles**

Aucune mesure d'accompagnement n'est proposée.

- **Synthèse de l'avis**

Le diagnostic via un seul passage de terrain, surtout de cette ampleur, ne permet pas d'obtenir une vision claire des populations d'espèces protégées concernées et /ou impactées par le projet. Il n'est pas entendable de déposer une demande de dérogation à la protection des espèces sans présenter un diagnostic suffisamment étayé. L'exercice qui suit avec l'évaluation des impacts ne peut être réalisée efficacement et l'analyse des impacts résiduels et dimensionnement des mesures associées ne peut répondre à des besoins clairement identifiés.

Ainsi, il n'est pas apporté d'arguments suffisants permettant de justifier que le projet garantisse le maintien, dans un état de conservation favorable, des populations locales des espèces protégées dans leur aire de répartition naturelle.

Aussi le CSRPN émet un avis défavorable. Toutefois, afin d'envisager une amélioration du projet et éventuellement un nouveau dossier, des recommandations et conditions sont proposées :

- Il conviendra de réaliser un diagnostic complémentaire au printemps en visant l'ensemble des taxons, puis de réévaluer les enjeux et impacts, afin de proposer des mesures adaptées, proportionnées et suffisantes.
- Une intégration ambitieuse d'habitats d'espèces au sein des 4600 m² de bâtis projetés est attendue, au regard du diagnostic qui sera réalisé et notamment de l'usage des espaces intérieurs par les chiroptères et extérieurs par l'avifaune.
- Conserver un passage voire plusieurs de vérification de présence des espèces de chiroptères dans le bâti existant avant travaux en précisant le protocole, puis les modalités d'effarouchement éventuel si nécessaire.
- Une extension des espaces extérieurs végétalisés pourrait être proposée, doublée d'une gestion adaptée et cadrée par un document au regard des enjeux locaux de biodiversité.
- Les mesures génériques de bâti et d'hibernaculums devraient être simplement complémentaires des mesures visant les bâtis, et mieux adaptées aux espèces relevées.
- Une ou des mesures d'accompagnement visant les chiroptères du territoire seraient un complément appréciable au vu de l'ampleur du projet.

AVIS

FAVORABLE []
FAVORABLE SOUS CONDITIONS []
DEFAVORABLE [X]

Fait le 06/02/2025,

Signature(s)

Vincent GUILLEMOT
Damien LEJAS
Experts délégués,

Pour la sous-commission
Dérogation Espèces protégées